

WARNING: unbalanced footnote start tag short code found.

If this warning is irrelevant, please disable the syntax validation feature in the dashboard under General settings > Footnote start and end short codes > Check for balanced shortcodes.

Unbalanced start tag short code found before:

“Chris Harman, « Gramsci versus Eurocommunism », International Socialism, 1/98, mai 1977, <http://www.isj.org.uk/index.php4?id=239>. C’est de cette version soft des théories de Gramsci que Hall se serait lui aussi inspiré. Quoi qu’il en soit, le débat entre Hall et l...”

« Thatcher est morte, vive le thatchérisme ! », semblent s’écrier les élites néolibérales, au pouvoir ici et ailleurs, de droite comme de « gauche ». Evidemment, nous ne pleurerons pas pour notre compte celle qui – outre son soutien sans faille au général Pinochet et sa responsabilité dans la mort de Bobby Sands et de ses camarades – fut « le premier ministre le plus diviseur et destructeur des temps modernes » (Ken Loach). Mais il importe avant tout d’analyser le thatchérisme et son emprise contemporaine, pour en tirer des leçons politiques ; c’est à cela que s’emploie Fred Falzon dans l’étude que nous publions ici.

Initialement parue en 2009 dans la version imprimée de Contretemps, elle porte sur les graves défaites subies par la gauche britannique, toutes tendances confondues, sous les gouvernements de Thatcher puis Blair. Il y développe notamment ce constat d’échec, ainsi que le renouvellement qu’ont alors apporté, dans ce contexte, les analyses du « thatcherisme » produites par Stuart Hall. Il revient plus loin sur les limites de ces analyses et, surtout, de leurs déclinaisons pratiques.

De manière rétrospective, le thatchérisme apparaît comme la première vague d’une déferlante néolibérale qui s’est abattue, depuis, sur l’Europe et le monde. Si le mouvement altermondialiste a semblé représenter un défi sérieux à la mondialisation néolibérale, son essoufflement depuis 2004 remet en question la viabilité d’une alternative au modèle économique dominant.

Dans le contexte actuel, la notion gramscienne d’hégémonie a semblé retrouver de sa pertinence analytique précisément parce que le rôle historique du *juggernaut* Force implacable détruisant tout sur son passage. néolibéral est de rendre irréversibles les transformations que son passage engendre sur le terrain. La stratégie néolibérale sort des cadres traditionnels du consensus et de l’alternance démocratiques en ce qu’elle tente de rayer de manière historique toute possibilité d’opposition globale.

Stuart Hall a été l’un des premiers à avoir saisi la portée hégémonique du néolibéralisme à travers l’analyse de son précurseur thatchérien. Hall a rencontré alors une féroce opposition à gauche. Le terme « gauche » qui sera utilisé ici correspond à ce que le terme *left* désigne en général dans les pays anglo-saxons, y compris dans son ambiguïté, c’est-à-dire à la fois la gauche travailliste et extra-travailliste, révolutionnaire ou pas. Il pourra aussi inclure le Parti travailliste en tant qu’opposition à la droite conservatrice. Pourtant, trente ans plus tard, et alors qu’en Grande-Bretagne onze ans de social-libéralisme ont succédé à dix-huit ans de néolibéralisme conservateur, le retour au pouvoir des conservateurs semble acquis, sous le regard impuissant de la gauche antilibérale.

Originaire de Kingston, Jamaïque, Stuart Hall est l'une des figures emblématiques du marxisme britannique. Il fut parmi les fondateurs de la *New Left Review* en 1960, qui contribuera à renouveler la pensée de gauche en Grande-Bretagne en adoptant une approche multicausale des questions sociales et une vision novatrice de l'intégration de la culture populaire et des questions ethniques dans le champ marxiste. Sa contribution sociologique n'est pas moins remarquable. Dans la droite ligne de ses analyses politiques, il est l'un des principaux animateurs du mouvement des *Cultural Studies* dans les années 1960 et 1970, contribuant au renouveau de la sociologie par une vision novatrice des relations entre pouvoir, identité et culture, exprimée notamment à travers la réception des nouveaux médias de masse.

Au fil de ses articles politiques écrits de 1979 à 2003, Stuart Hall apparaît comme le pronostiqueur avisé d'une possible reconquête, puis comme le spectateur impuissant de sa propre défaite.

Alors que le gouvernement Thatcher enchaîne, mandat après mandat, les victoires sociales et électorales, Stuart Hall adresse son diagnostic à une gauche en plein «traumatisme», selon l'expression de Ralph Miliband^[fn] Ralph Miliband (1924-1994) : théoricien marxiste qui fit partie de la New Left britannique.^[/fn], tiraillée entre accès de panique et excès de confiance. En ravivant le concept gramscien d'hégémonie, le sociologue avait pour ambition de renouveler la pensée à gauche dans ce qu'il percevait comme une crise historique de perspective. Il cherchait à replacer les stratégies antithatchériennes à l'intérieur d'une compréhension englobante des processus politiques et étatiques en cours dans la phase néolibérale et post-fordiste du capitalisme.

A l'heure où se développe un «thatchérisme à la française»^[fn] Stathis Kouvelakis, « [Un thatchérisme à la française](#) », postface, *La France en révolte. Luttés sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, 2007.^[/fn] et où la gauche s'interroge sur les moyens de contrer le sarkozisme, la publication en français des articles politiques de Stuart Hall a suscité un certain intérêt. La gauche française entend-elle tirer des leçons de la Grande-Bretagne ? Si les récents commentateurs français ont vanté avec raison la fertilité et l'actualité des conceptions théoriques de Stuart Hall, une critique plus politique de leurs implications pratiques est rarement entreprise. La plus frappante de ces traductions pratiques est l'influence, mal assumée de part et d'autre, que les théories néogramsciennes ont exercée sur l'idéologie du New Labour blairiste.

Faut-il pour autant rejeter l'ensemble du concept d'hégémonie comme justification et fixation d'un état de domination que seules des forces institutionnelles déjà constituées pourraient faire fructifier ? La viabilité d'une stratégie hégémonique antilibérale fondée sur les théories néogramsciennes reste à déterminer. La publication française des articles politiques de Stuart Hall donne en tout cas l'occasion d'un retour critique sur une période charnière de l'histoire politique européenne, sur l'analyse de Stuart Hall et sur les réactions qu'elle a suscitées à gauche.

Face au bulldozer libéral, la gauche en panne

Les défaites successives de la gauche face au thatchérisme depuis 1979, puis la prise du pouvoir par le New Labour ont appuyé là où la gauche refuse aujourd'hui encore d'avoir mal. A la gauche réformiste, l'avancée inexorable du thatchérisme dévoila l'étroitesse de sa marge de manœuvre dans un monde post-keynésien et le caractère finalement éphémère

Concernant la gauche révolutionnaire, les victoires de Thatcher sur tous les terrains révélaient qu'à l'instar de sa rivale social-démocrate, l'extrême gauche s'était, à son niveau et à son insu, rendue dépendante des espaces de négociation et de concession aménagés par l'Etat (providence) bourgeois pour la satisfaction de ses revendications transitoires. Après que Thatcher a transformé la législation pour cadenasser la liberté d'organisation et d'expression du mouvement syndical et ouvrier, la gauche ne disposait d'aucun espace socio-politique d'«exception», autonome à la fois de l'Etat et du marché, lui permettant de faire vivre dans la société réelle les revendications du mouvement ouvrier. L'absence de toute intervention autonome de la classe ouvrière sur la scène politique facilitait alors la remise en cause de l'existence même de la classe ouvrière en tant que sujet politique. Un cercle vicieux était enclenché.

La destruction de l'Etat-providence affectait le mouvement ouvrier de manière bien plus aiguë que la gauche révolutionnaire ne l'avait prévu et qu'elle ne l'a jamais accepté à ce jour. Dans la période d'après-guerre, la gauche révolutionnaire britannique considérait que la collaboration de classe inhérente au consensus keynésien constituait un obstacle majeur à l'éclatement de la révolution. Force fut de constater, mais peu le firent, que la démolition de ce rempart à la révolution débouchait non pas sur une vague révolutionnaire prolétarienne mais sur l'élection d'un des gouvernements les plus antirévolutionnaires et antimarxistes que la Grande-Bretagne ait connus, avec le soutien d'une partie non négligeable de l'électorat ouvrier.

La gauche révolutionnaire dans sa grande majorité ne prit pas la mesure de la situation. Habitée à serrer les dents, elle attendrait une nouvelle fois que passe la tempête. Sauf que dans l'intervalle thatchérien, elle allait perdre plus des deux tiers de ses effectifs et la plupart de ses positions clés.

La gauche préférait se réfugier dans ses analyses et ses pratiques traditionnelles pour interpréter mais surtout atténuer des échecs qui échappaient à ses explications habituelles. En effet, ces revers ne pouvaient pas être attribués à un défaut de mobilisation à la base. Les victoires du gouvernement n'avaient pas été acquises sur le dos d'un prolétariat démoralisé mais d'un mouvement ouvrier actif et dont le niveau de conscience, de syndicalisation et de cohésion, jusqu'au milieu des années 1980, avait peu d'équivalents en Europe à l'exception de l'Italie.

La défaite des mineurs en 1985, après un an de grève dure et malgré une importante solidarité nationale, fut le point d'orgue de cette série de défaites, et certains y virent le chant du cygne du mouvement ouvrier britannique. Les mineurs occupaient, en effet, une place particulièrement symbolique dans l'imaginaire socialiste britannique. Ils incarnaient la puissance de la classe ouvrière organisée et consciente. Avant-garde ou aristocratie ouvrière, en 1972 et 1974 elle avait en tout cas déjoué l'état d'urgence décrété contre les mineurs grévistes et provoqué la chute du gouvernement conservateur d'Edward Heath.

En 1985, par contre, comme dans toutes les défaites passées et à venir, la rhétorique de la trahison allait permettre à certaines organisations de gauche de s'exonérer à peu de frais sur le dos de toutes les autres. Dans ces règlements de compte certaines attaques ont touché juste mais beaucoup n'ont fait qu'ajouter l'aigreur de la division à l'amertume de la défaite.

L'efficacité de ces procès en trahison s'émoissait au fur et à mesure que les accusateurs

d'hier devenaient les accusés du jour. En effet, les divers secteurs politiques de la gauche militante eurent, chacun à leur niveau, leur «moment» face à Thatcher. Ainsi la gauche travailliste lors des élections législatives de 1983, le groupe Militant lors de la prise du conseil municipal de Liverpool en 1985 et le Socialist Workers Party dans le mouvement de masse contre l'extrême-droite ont eu l'opportunité de développer leur propre stratégie d'opposition. A défaut d'avoir tiré des leçons de leurs défaites, aucun des courants d'opposition à Thatcher ne sut concrétiser ces opportunités en une alternative crédible de pouvoir... hormis les blairistes.

L'espoir d'une victoire rapide contre les néoconservateurs par la mobilisation sociale s'amenuisait d'année en année, en même temps que celui de battre Thatcher dans les urnes. La déconfiture de la gauche travailliste en 1983, soutenue par un bon nombre d'entristes trotskystes, sera particulièrement cruelle, puisqu'elle mettait un terme aux espoirs d'impulser un recadrage à gauche du Parti travailliste. Soutenu largement au-delà du parti, son champion Tony Benn allait échouer d'un cheveu dans la course à la vice-direction du parti. La défaite électorale qui s'ensuivit deux ans plus tard ne fut pas plus rassurante puisque les travaillistes menés par Michael Foot y recueillirent leur plus faible pourcentage historique de votes ouvriers alors qu'ils proposaient le programme le plus à gauche jamais développé par le Labour. La droite «modernisatrice» du parti travailliste rassemblée autour du leader Neil Kinnock subira, elle aussi, une défaite électorale face à Thatcher lors des législatives de 1997. Mais contrairement à la gauche en 1983, les modernisateurs, parmi lesquels Tony Blair, sauront utiliser cette défaite pour accélérer le tournant centriste du parti et son acceptation du capitalisme de marché.

Chaque défaite, qu'elle soit politique ou sociale, contredisait un peu plus les analyses traditionnelles de la gauche. Les théories dites catastrophistes qui, contrairement à ce qui est souvent affirmé, étaient utilisées aussi bien dans la gauche modérée que radicale, prévoyaient que l'exacerbation des contradictions du capitalisme soumis à une libéralisation accélérée finirait par provoquer une riposte ouvrière de masse et un effondrement interne de Thatcher.

La réalité contredira cruellement cet «optimisme». Loin d'exacerber la lutte entre patronat et travail, l'appauvrissement et la polarisation sociale, que Bob Jessop a définis sous le concept des « Deux Nations »^[fn] Bob Jessop *et al.* "Authoritarian Populism, Two Nations, and Thatcherism", *New Left Review* 1/147, septembre-octobre 1984, p. 32-60.^[/fn], exacerbent le repli sur soi et trouvent un exutoire non pas dans les discours de la gauche radicale, mais dans les raisonnements autoritaires et sécuritaires de Thatcher.

Les explications circonstanciées et conjoncturelles révèlent, elles aussi, leurs limites. Au fur et à mesure que le phénomène Thatcher s'inscrit dans la durée, il s'impose comme un mouvement de transformation économique de l'ensemble de la société dans le cadre de mutations internationales. Ceux qui attribuaient les succès de Thatcher à sa victoire militaire dans les Malouines en 1982 ou à l'exploitation du pétrole de la mer du Nord dans les années 1980 sont forcés de se raviser. Même la récession économique du milieu des années 1980 ne dévissera pas les conservateurs du pouvoir.

L'interprétation du gouvernement Thatcher comme un gouvernement conservateur traditionnel qui serait simplement plus dur et plus antiouvrier que ses prédécesseurs avait, elle aussi, de plus en plus de mal à tenir. Soit on admettait que le gouvernement de droite déjouait les plans de ses adversaires parce qu'il sortait des repères démocratiques traditionnels, soit on acceptait que Thatcher était forte des faiblesses de son opposition. Soit le gouvernement Thatcher était trop fort, soit le mouvement ouvrier était trop faible.

Or la plupart des organisations de gauche britanniques se refusaient à chacune de ces hypothèses.

La crise analytique de la gauche était perceptible aussi dans ses traductions tactiques. L'échec des mineurs malgré leur mobilisation en masse contredisait les tactiques «basistes» qui misaient sur un dépassement spontané des directions travaillistes et syndicales par une base militante que l'offensive thatchérienne aurait radicalisée. Même si la gauche radicale rencontrait des succès partiels en termes de recrutement, les pratiques purement «propagandistes» n'offraient que peu de perspectives sur le terrain.

Que ce soit dans la pratique ou dans la théorie, la gauche ne parvenait plus à puiser dans les changements socio-économiques en cours des arguments susceptibles de générer un nouveau projet d'émancipation. Pour une gauche dont une bonne partie se réclamait du matérialisme historique, le fait de marcher à contre-courant de l'histoire constituait un véritable anathème. Au lieu de le refouler, Stuart Hall a eu le mérite d'en chercher une issue.

L'offensive libérale conservatrice puis social-démocrate fit mal à la gauche parce qu'elle minait le terrain sur lequel reposaient ses convictions, le rendant impraticable. Et le fait, a priori paradoxal, que ce travail d'innovation théorique provienne des restes eurocommunistes du Parti communiste de Grande-Bretagne n'est pas le fruit du hasard. Les intérêts partidaires, mais aussi les urgences du moment, s'accordaient peu avec les questionnements existentiels. Seules deux catégories d'acteurs politiques pouvaient s'y atteler. Ceux, d'une part, qui avaient un intérêt à déstabiliser leur propre parti - c'était le cas des «modernisateurs» travaillistes de droite - et ceux, d'autre part, qui n'avaient plus de parti à défendre - tel le petit groupe d'intellectuels de *Marxism Today* en rupture avec un Parti communiste agonisant.

L'éviction des conservateurs en 1997 provoqua un sursaut d'espoir. Le mouvement contre la *poll tax*, où la gauche radicale avait joué un rôle important, acheva une Dame de fer déjà rouillée de l'intérieur. Mais cet espoir céda le pas à la désillusion lorsque le nouveau gouvernement confirma sa volonté de capter à son compte l'héritage thatchérien. Car la victoire des modernisateurs dans le Parti travailliste était aussi la défaite de tout un pan stratégique de la gauche révolutionnaire. Les entristes avaient imaginé qu'une exacerbation de la lutte de classes dans les années 1980 discréditerait la ligne modérée de la droite travailliste et permettrait à la gauche de prendre d'assaut le Parti. Or, dans les faits, c'est le contraire exact qui se produisit. La droite et le centre du Parti, dirigé par Neil Kinnock, eurent raison de la gauche marxiste. Malgré un activisme entriste de plus de trente ans au sein du mouvement travailliste, l'exclusion du groupe Militant en 1985 ne provoqua qu'une prudente indifférence parmi les membres du Parti.

Dès les premiers jours de son mandat, Tony Blair allait sonner le glas des derniers espoirs de la gauche en poursuivant la ligne de rigueur économique tracée par les conservateurs, laissant à son désarroi une gauche dont une bonne partie avait appelé à voter pour lui.

La « question » thatchérienne et ses réponses « néogramsciennes »

Pour Stuart Hall, battre le thatchérisme impliquait en premier lieu d'en comprendre et d'en analyser les fondements structurels socio-économiques. Hall entendait forcer la gauche à accepter les leçons du réel, à voir dans le phénomène Thatcher un miroir de ses propres

difficultés et potentialités historiques. Il souhaitait, à l'instar de Gramsci, « donner non pas les instruments pour résoudre le puzzle mais les moyens de poser les bons types de questions »[fn] Stuart Hall, "Gramsci and Us", *The Hard Road to Renewal: Thatcherism and the Crisis of the Left*, London, Verso/MarxismToday, 1988, p. 62.[/fn]. Les débats qui divisèrent les factions de gauche face à Thatcher n'étaient pas sans rappeler les controverses apparues à l'intérieur du mouvement ouvrier dans les années 1930 dans sa riposte au fascisme. De ce point de vue, le retour au centre du débat des théories d'Antonio Gramsci et de l'analyse du fascisme proposée par Nicos Poulantzas[fn] Nicos Poulantzas (1936-1979) : philosophe, politologue et sociologue marxiste français d'origine grecque.[/fn] n'était pas anodin.

La situation dans laquelle Gramsci avait écrit ses *Cahiers de prison* était, comme l'ère thatchérienne, une période où « tous les points de référence, toutes les prédictions ont été réduits en miettes »[fn] Stuart Hall, "Gramsci and Us", *op. cit.* [/fn]. Le mouvement ouvrier italien avait laissé passer son «moment», celui où – pour paraphraser Gramsci – les aspects sociaux, économiques, intellectuels et moraux s'unissent de manière inédite pour permettre l'éclosion d'un nouveau pouvoir.

Son «moment» passé, à l'instar du mouvement ouvrier britannique, la classe ouvrière italienne, en position de recul, était confrontée à un phénomène politique nouveau qui changeait le terrain sous ses pieds et la poussait à naviguer contre le courant de l'histoire. La gauche devait-elle tirer des leçons de l'ennemi au risque de le légitimer, ou bien dédaigner les changements en cours au risque de se disqualifier tant que force transformatrice ?

Pour Stuart Hall, loin d'être un nouveau balancement du pendule politique, le glissement vers la droite du terrain politique britannique marquait une rupture «épocale», structurelle, organique dans le cours historique du capitalisme et le passage à ce que dans les années 1990 il nommera *New Times*, les «temps nouveaux». L'avènement de Thatcher, indiquait-il, était une des manifestations politiques de ces temps nouveaux, mais pas sa résultante nécessaire et exclusive. Comme le passage à la phase industrielle du capitalisme portait la promesse de la révolution prolétarienne, ces temps nouveaux pouvaient, eux aussi, être captés par les forces de gauche pour y fonder un nouveau projet de société. En soi, pourrait-on ajouter en paraphrasant la rhétorique blairiste, ils n'étaient donc ni de droite ni de gauche.

En termes socio-économiques, l'émergence de ces temps nouveaux reposait tout d'abord sur le passage à un mode de production dépassant le cadre fordiste défini par la production et la consommation de masse, la standardisation des produits finis et la fragmentation des tâches. Largement débattue et controversée à gauche, la thèse d'une réorganisation post-fordiste de la production prétendait s'inspirer du chapitre «L'américanisme et le fordisme» écrit par Gramsci dans ses *Cahiers de prison*. Elle expliquait en partie le phénomène de désindustrialisation qu'avait connu la Grande-Bretagne depuis la fin des années 1960. Ces changements techno-structurels avaient des implications politiques et sociologiques importantes pour la gauche. Ils permettaient d'expliquer l'affaiblissement numérique et politique de la classe ouvrière ainsi que la résorption des idéologies de classe.

Pour Hall, le thatchérisme était une tentative de répondre à la crise du mode de production fordiste et du mode de régulation keynésien qui étaient incapables, selon les libéraux, d'inverser le déclin économique de la Grande-Bretagne. L'hégémonie thatchérienne visait à mettre en place une stratégie de régulation néolibérale offrant aux forces du marché la reprise en main du management économique, en «libérant» les leviers économiques des

Thatcher avait conscience jusqu'à un certain point que la rupture du cadre contractuel keynésien serait violente mais vitale. Elle impliquait de mobiliser la Nation et l'Etat, de centraliser et canaliser les forces étatiques dans un processus de mutilation qui rencontrerait la résistance des forces sociales dont l'Etat-providence avait cristallisé une partie des intérêts sectoriels. C'est dans ce cadre aussi que devait se comprendre la guerre acharnée menée par les thatchériens contre les mineurs.

Seul un gouvernement à visée hégémonique, c'est-à-dire qui se fixait comme objectif non pas simplement de « gagner les élections mais de réaligner l'ensemble de la société sur son propre projet »[fn] Stuart Hall, "The Bitter Death of the Welfare State", *New Internationalist*, n°188, octobre 1988.[/fn], pouvait effectuer cette «révolution» que Hall qualifiait de « régressive »[fn] Stuart Hall et Martin Jacques, "The Meaning of New Times", *New Times: The Changing Face of Politics in the 1990s*, Londres, Lawrence and Wishart, 1989.[/fn]. La première étape, le premier test de la bataille hégémonique des néoconservateurs s'était déroulé avec succès à l'intérieur du Parti contre les conservateurs plus modérés, les *wets* ou «poules mouillées».

Cette bataille interne remportée, l'offensive pouvait se poursuivre au niveau national, mais elle n'aurait eu aucune chance d'aboutir si elle avait été érigée sur la simple justification des intérêts particuliers d'une élite économique. Elle s'inscrivait dans un nouveau consensus «national populaire» centré sur une redéfinition de l'intérêt national, tout en se basant sur des valeurs compatibles avec le maintien du taux de profit. Ce nouveau «sens commun» thatchérien s'appuyait sur des notions conservatrices traditionnelles d'élévation sociale par le travail, de *self-help*(autodépendance), de moralité et de famille, de loi et d'ordre, de réciprocité des droits et des devoirs, d'accès à la propriété, couplées à des valeurs plus innovantes d'individualisme, d'esprit d'entreprise, de modernisation économique et de compétitivité. Tout en donnant du sens aux sacrifices qu'il exigeait, le populisme thatchérien devait en faire miroiter des compensations individuelles par la rétribution méritocratique offerte aux « citoyens respectueux de la loi». Il s'agissait, selon les termes de Stuart Hall, de restructurer la société et la culture elle-même en «gagnant les cœurs et les esprits »[fn] Stuart Hall, "The Bitter Death of the Welfare State", *op. cit.*[/fn], y compris parmi l'électorat ouvrier, autant que de mener une guerre sans merci contre les «ennemis de l'intérieur» marxistes et syndicalistes.

Pour Hall, le thatchérisme correspondait à ce que Gramsci définissait comme un «bloc historique», c'est-à-dire une alliance entre des secteurs sociaux divers autour d'une élite dirigeante nationale. Hall désignait le thatchérisme comme un «autoritarisme populaire». S'inspirant du théoricien marxiste Nicos Poulantzas, il entendait le populisme comme une idéologie nationale englobante, utilisée par une élite dirigeante pour convaincre et mobiliser les masses en dépit de leurs intérêts de classe. L'«autoritarisme populaire» désigne donc une stratégie «faussement contradictoire», basée à la fois sur la confrontation et le consentement.

Mais comme le souligne Bob Jessop, si le néolibéralisme thatchérien a su mener une offensive de destruction massive des acquis keynésiens, sa contrepartie redistributive n'a jamais fonctionné. Ce déséquilibre dans sa stratégie de régulation a contribué, en interne comme en externe, à causer sa perte[fn] Bob Jessop, "The Transition to Post-Fordism and the Schumpeterian Workfare State", in Roger Burrows et Brian Loader, *Towards a Post-Fordist Welfare State*, Londres, Routledge, 1994, p. 30.[/fn]. Selon Hall, la gauche ne pouvait faire face à la complexité du phénomène thatchérien en utilisant des recettes qui

s'avéraient dorénavant et déjà inopérantes sur le terrain. Elle devait entamer une douloureuse mais indispensable marche vers le renouveau. Pour changer à nouveau le monde, elle devait commencer par se changer elle-même.

Pour Hall et ses compagnons des «temps nouveaux», la gauche se devait de développer une contre-hégémonie face à Thatcher qui serait adaptée à la période post-fordiste. Elle devait élargir sa base sociologique et ses revendications à celles des nouveaux mouvements sociaux, devait intégrer en théorie et en pratique les nouvelles revendications locales nées de l'éclatement de l'Etat-Nation, enregistrer l'émergence de nouveaux sites d'antagonisme social et de nouvelles inégalités dépassant le cadre traditionnel de l'opposition bourgeois-prolétaire. Elle devait intégrer les revendications féministes, ethniques, écologiques, individualistes. Pour le lecteur contemporain familier des «mouvements sociaux», ce catalogue pourrait sembler d'une frappante banalité. Il l'était un peu moins dans les secteurs les plus dogmatiques du travaillisme et de la gauche britannique même à la fin des années 1980.

Pour Stuart Hall, alors que le règne conservateur touchait à sa fin, le gouvernement appelé à le remplacer aurait eu la possibilité de développer une stratégie radicalement alternative au néolibéralisme. Elle aurait consisté à déployer un «programme de transition» audacieux et renouvelé visant à réparer les dommages sociaux thatchériens, tendant vers une redistribution des richesses par l'impôt, et remettant en cause certaines privatisations du gouvernement Thatcher-Major. L'autre option avait triomphé, celle qui, selon Hall, délaissait le potentiel progressiste des changements productifs au profit d'une adaptation à la stratégie néolibérale, poursuivant par des moyens plus consensuels la «mission historique» du démantèlement de l'Etat-providence.

On peut être surpris de la confiance que plaçait Hall dans les capacités progressistes d'un futur gouvernement travailliste dirigé par Tony Blair, malgré la bataille que ce dernier menait depuis 1994 pour éradiquer la tradition socialiste dans le Parti. Cette ambiguïté de Hall s'explique par sa tentative d'appliquer au blairisme la démarche «dialectique» ou plutôt «faussement contradictoire» qu'il avait utilisée à propos du thatchérisme, qui reflète elle-même le double caractère des «temps nouveaux», structurellement neutres mais politiquement orientés.

Pour Hall, le blairisme a un caractère hybride[fn] La notion d'hybridité du gouvernement Blair a aussi été reprise en France par Florence Faucher-King et Patrick Le Galès, cf. *Tony Blair 1997-2007 - Le bilan des réformes*, Presses de Sciences Po, 2007.[/fn], à la fois néolibéral et social-démocrate, bien que ce deuxième aspect soit subalterne, subordonné au premier, tout en lui étant indispensable. Loin de présenter le blairisme comme un instrument de pur opportunisme, il redéfinit son pragmatisme comme la mise en place d'une démarche stratégique répondant aux impératifs de développement du régime d'accumulation néolibéral. Il offre ainsi à l'opposition contre Blair une compréhension socio-économique de la politique et de l'idéologie de la troisième voie qui évite, contrairement à de nombreuses autres analyses critiques, de se focaliser sur la personnalité de Blair. L'analyse de Hall lui permet aussi de dévoiler, sous les aspects progressistes de la rhétorique blairiste, la cohérence d'un projet fondamentalement néolibéral mais dont les accents progressistes mettent une nouvelle fois en difficulté une gauche qui n'a toujours pas résolu les problèmes théoriques que le thatchérisme lui a posés.

Hégémonie et contre-hégémonie. Bon diagnostic, mauvais remèdes ?

Dès la fin des années 1970, les thèses de Hall, comme celles de l'ensemble des néogramsciens, ont été accueillies plus que fraîchement dans la gauche britannique et particulièrement dans sa frange radicale. Elles vont même précipiter la scission, puis la fin du Parti communiste britannique à la fin des années 1980. Chris Harman, un des principaux théoriciens du Socialist Workers Party (SWP), jugeait dans un article de 1977 que l'inspiration gramscienne dans l'aile britannique de l'eurocommunisme naissait d'une vision très parcellaire des écrits du marxiste italien. Les aspects les plus antiréformistes de sa pensée et ses écrits les plus explicitement révolutionnaires étaient relégués au second plan par rapport aux propos plus mesurés –car «surveillés par les gardes fascistes»– de ses *Cahiers de prison*[fn] Chris Harman, « Gramsci versus Eurocommunism », *International Socialism*, 1/98, mai 1977, [http://www.isj.org.uk/index.php4?id=239.\[fn\]](http://www.isj.org.uk/index.php4?id=239.[fn]). C'est de cette version *soft* des théories de Gramsci que Hall se serait lui aussi inspiré. Quoi qu'il en soit, le débat entre Hall et les éléments plus orthodoxes de la gauche marxiste n'est toujours pas tranché, notamment parce que, *in fine*, aucun des critiques rigoureux de Hall n'a réussi à démontrer plus d'efficacité stratégique que les néogramsciens dans la lutte contre Thatcher, Blair puis Brown. Avant la phase post-fordiste que les néogramsciens ont adoptée dans les années 1990, Jessop et d'autres[fn] Bob Jessop, Kevin Bonnett, Simon Bromley, Tom Ling, «Thatcherism and the Politics of Hegemony: a Reply to Stuart Hall», *New Left Review*, series 1, n°153, sept.-oct. 1985, p.87-101.[fn], tout en s'emparant des concepts post-fordistes, ont accusé Stuart Hall d'«idéologisme», c'est-à-dire d'accorder aux éléments discursifs du thatchérisme une capacité autonome de transformation du réel, en oubliant les considérants électoralistes et les contraintes économiques du « monétarisme »[fn] Fondée par l'économiste américain Milton Friedman et mise en place par Thatcher, cette théorie économique adversaire du keynésianisme considère que l'émission excessive de monnaie, due notamment aux politiques de la demande, qui entraîne dépenses sociales et augmentations de salaire, est responsable de l'inflation, elle-même cause du chômage.[fn] mis en place par le gouvernement. Alex Callinicos, l'un des autres principaux théoriciens du SWP, ajoutait en 1983 dans la *Socialist Review*[fn] Alex Callinicos, «Despair of the Reformist», *Socialist Review*, n°55, juin 1983, p. 28-31.[fn], que l'acceptation des leçons de Thatcher était une forme de «désespoir des réformistes». Impuissants à contrer le phénomène Thatcher, les intellectuels de *Marxism Today*, «faction intellectuelle de droite du Parti communiste de Grande-Bretagne», en exagéraient les aspects volontaristes pour mieux s'adapter au nouveau consensus. Callinicos opposait à ce « désespoir » sa confiance en un retournement de la situation économique en défaveur de Thatcher[fn] « Les développements de cette nature, (le regain du terrain perdu par les syndicats quand l'économie plongera) finira tôt ou tard, par saper le thatchérisme » *in* Alex Callinicos, « Despair of the Reformist », *Socialist Review*, juin 1983, p. 31.[fn]. Mais la prédiction de Callinicos sera vaine, l'économie n'aura pas raison de Thatcher. Au désespoir des réformistes aurait alors pu succéder celui des révolutionnaires. Autre accusation portée contre Hall, son «économisme». Pour une partie de ses critiques, l'interprétation socio-structurelle du thatchérisme comme une manifestation politique du mode de production post-fordiste s'apparentait à une justification, voire une glorification de ce dernier par surdétermination économique. Hall a été soupçonné par Jamie A. Peck et Adam Tickell, de rationaliser à l'excès le thatchérisme[fn] Jamie A. Peck, Adam Tickell, «Local Modes of Social Regulation? Regulation Theory, Thatcherism and Uneven Development», *Geoforum*, n°23 (3), Elsevier, p. 347-363 et p. 353.[fn], de le présenter comme un monolithe économique-politique «incontradictoire» selon l'expression de Bob Jessop, et donc indestructible.

Les thèses de Hall étaient décrites comme celles du « thatchérisme triomphant »[fn] Lindsey German, « [Socialism since the Seventies](#) », *Socialist Review*, vol. 200, sept.

1996. [fn]. Pour Lindsey German du SWP, *Marxism Today* avait «capitulé face à Thatcher». Ralph Miliband[fn] On rappellera pour l'anecdote que Ralph Miliband a «donné» deux fils au *New Labour* dont l'aîné, David, quarante-trois ans, archi-blairiste, pur produit des *think tanks* et ministre des Affaires étrangères, est actuellement le candidat le mieux placé pour succéder à Gordon Brown.[fn], l'un des penseurs marxistes britanniques les plus respectés, accusait les théoriciens de *Marxism Today* d'être des « néo-révisionnistes » opérant un « retrait hors des positions socialistes »[fn] Ralph Miliband, «The New Revisionism in Britain », *New Left Review*, vol. 150, 1985, p. 5-26.[fn]. Miliband cherchait à tempérer les visions impressionnistes des néo-gramsciens quant au soutien populaire dont bénéficiaient les thatchériens, en rappelant qu'au niveau électoral, ces derniers avaient fait des scores inférieurs à ceux des gouvernements conservateurs précédents. Miliband voyait par ailleurs, dans leurs appels à l'autocritique, une hostilité masquée des néo-gramsciens envers les positions générales de la gauche. Il faut préciser que de la part de Hall, cette hostilité se vérifiait surtout à l'égard des trotskystes. Pour Miliband, il n'y avait pas de contradiction dans la position des socialistes britanniques vis-à-vis de l'Etat car ce dernier n'avait jamais été «la gardienne d'immeuble du socialisme» contrairement à qu'affirmait Hall.

Miliband reprochait aux « néo-révisionnistes » de rejeter la politique de classe et de sous-estimer le rôle historique de la classe ouvrière, particulièrement visible, selon lui, par le nombre de conquêtes sociales que le mouvement ouvrier britannique avait permis d'inscrire dans le cadre de la société capitaliste. Il oubliait cependant de relever l'un des dilemmes majeurs des socialistes en régime capitaliste avancé. La contrepartie de l'intégration des revendications sociales était l'éloignement du spectre révolutionnaire. Que cette intégration réformiste à l'Etat-providence soit désignée comme le haut fait du prolétariat dans la période pré-thatchérienne aurait donc plutôt tendance à desservir la cause de l'«orthodoxie» marxiste que Miliband prétendait incarner.

Chacun des camps est ainsi soumis à d'embarrassantes tensions théoriques. Les marxistes dits orthodoxes nient les mutations post-fordistes. Celles-ci ont pourtant le mérite de fournir une explication matérielle à l'absence de combativité du salariat britannique depuis les années 1990, face à laquelle les orthodoxes restaient muets. Les post-fordistes, quant à eux, rejettent la prédominance du facteur politique néo-libéral dans les innovations post-fordistes mais s'avèrent incapables de dégager clairement un débouché progressiste des mutations structurelles. Jusqu'à présent ce sont les «idéologues du marché» qui se sont le mieux servi des thématiques post-industrielles. Contrairement au prolétariat de l'époque industrielle, aucun des agents post-industriels du changement, qu'on les appelle technocrates, managers ou nouvelles classes des services, ne s'est porté candidat à la constitution d'un «bloc historique» ou d'une «contre-hégémonie» antilibérale, sans même parler d'une alternative de société. Les perspectives politiques des post-fordistes antilibéraux sont donc bouchées. L'émergence d'un socialisme post-industriel tel que l'envisageait André Gorz est donc encore loin d'être avérée et les considérations post-industrielles continuent d'animer les colloques de chefs d'entreprises davantage que les réunions syndicales.

En ce qui concerne plus précisément les traductions pratiques et les propositions politiques de Hall, elles frappent par leur timidité en comparaison de ses prétentions innovatrices et de l'énorme champs d'investigation et d'expérimentation qu'étaient censés ouvrir les «temps nouveaux» nés du système de production post-fordiste. A l'instar d'Hobsbawm, Hall n'a proposé comme débouché organisationnel à ses théories et comme outil d'opposition politique face à Thatcher que le concept extrêmement flou et relativement peu innovant de

«front populaire». Un front antithatchérien large dont il a lui-même de grandes difficultés à définir les composantes politiques, hormis le fait qu'il doit intégrer les «nouveaux mouvements sociaux». Ces appels à l'unité, couvrant un spectre qui va des sociaux-démocrates à l'extrême-gauche, des libéraux-démocrates au Parti nationaliste écossais, sont censés correspondre au contour d'un nouveau «bloc historique». Mais alors qu'ils savent dessiner précisément les contours du bloc historique thatchérien, les néogramsciens ont du mal à définir à la fois la locomotive politique et la forme organisationnelle précise de leur propre contre-hégémonie.

A défaut d'avoir posé les bases d'une formation politique proposant une alternative de gauche post-fordiste, remettant en cause les fondements d'une monarchie constitutionnelle bloquée et d'un fonctionnement économique inégalitaire, les néogramsciens prenaient le risque de voir leur proposition de front populaire anti-thatchérien se fondre dans le ralliement derrière les modernisateurs travaillistes. Comme les communistes italiens dans les années 1930, Hall et ses compagnons en sont alors réduits au rôle de spectateurs impuissants, voyant passer leur propre «moment». Ils se contentent de critiquer le manque d'imagination de la gauche, sans rechercher les causes de leur propre incapacité à proposer une alternative au New Labour qui naissait sous leurs yeux et qu'ils ont même, volontairement ou pas, contribué à faire grandir. « Les eurocommunistes n'ont aucune capacité organisationnelle », rappelle Neal Lawson[fn] Neal Lawson, « The Future of the Left », *Soundings Debate*, 2007.[/fn], et ce vide se devait en effet d'être rempli.

Le parti travailliste présentait l'avantage de disposer d'une structure organisationnelle prête à l'emploi et se posait comme un candidat tout désigné pour conduire la locomotive de l'opposition à Thatcher. En l'absence d'une définition programmatique et organisationnelle plus précise qu'un vague front populaire, il n'est pas si surprenant que les concepts mis en place par les néogramsciens britanniques n'aient trouvé d'autre débouché politique que leur intégration partielle dans l'idéologie blairiste. Alors qu'Eric Hobsbawm se vante sans embarras d'avoir été la caution «marxiste» qui a permis à Neil Kinnock et aux «modernisateurs» travaillistes de jeter les trotskystes hors du parti travailliste et d'éviter qu'il tombe dans l'extrémisme de gauche dans les années 1980, Hall est plus timoré à avouer que l'espace théorique ouvert par *Marxism Today* a joué un rôle dans l'élaboration de l'idéologie blairiste. En est-il pour autant responsable comme l'affirme Charlotte Raven[fn] Charlotte Raven, «Tony's Disgruntled Cheerleader», *New Statesman*, 16 oct. 1998, vol.11, n° 526, p. 24.[/fn] ?

Il est responsable, tout au plus, de ne pas avoir proposé des remèdes efficaces aux maladies qu'il a diagnostiquées avec pertinence. Martin Bright, responsable de rédaction politique au *New Statesman*, rappelait récemment : « Que cela plaise ou non, le New Labour a toujours été autant un concept intellectuel qu'une stratégie électorale. Il a émergé dans les *think tanks* de gauche, les pages des publications telles que *Marxism Today* et la *New Left Review* et dans une certaine mesure, des cendres du Social Democratic Party »[fn] Le SDP a été créé en 1981 par une faction de centre-droit désirent rompre avec le cours jugé trop à gauche entrepris par le parti travailliste. La division qu'il a créée au sein de l'électorat travailliste en 1983 est, selon la gauche, responsable de l'échec du parti à ces élections. La plupart de ses membres réintégreront le parti travailliste sous Blair. Voir : Martin Bright, *Bright's Blog. Wanted: New-thinking Pioneers*, 22 mai 2008. [/fn]. Cette collusion, rapidement résumée ci-dessus, mérite d'être explicitée.

Au milieu des années 1980, le parti travailliste était en période de transition après la défaite de 1983 et entrait dans une phase de révision programmatique sous la direction de son nouveau leader Neil Kinnock. En parallèle, le nouveau rédacteur en chef de *Marxism*

Today, Martin Jacques, prônait une ligne d'ouverture de ses pages à toutes les variantes de la gauche. *Marxism Today* est devenu, de fait, l'un des seuls instruments théoriques élargis de la gauche à l'époque et un lieu de discussion privilégié entre des intervenants provenant du travaillisme et de la gauche extra-parlementaire. La démarche de définition programmatique du New Labour y puisa certaines de ses inspirations mais aussi la confirmation que, même dans la gauche marxiste, certaines thèses social-libérales commençaient à faire leur chemin.

Les idées d'orientation sociale du marché prônées par Charles Leadbeater, l'acceptation de l'intégration européenne, celle de la fin des idéologies de classe, de dépassement des clivages droite-gauche, de la fin de l'Etat-Nation comme prémisses à une acceptation de la mondialisation, entraînent en concordance avec l'évolution théorique du Labour vers la «troisième voie» définie par Anthony Giddens, l'ex-gourou de Blair. Michael Rustin estime même que, dans les années 1980, le magazine était devenu implicitement l'un des organes théoriques officiels du Labour[fn] Michael Rustin, « The Politics of Post-Fordism: or, The Trouble with "New Times" », *New Left Review*, 1/175, mai-juin 1989, p. 54-77 et p. 67. [/fn]. Il serait pourtant inexact d'affirmer que les modernisateurs travaillistes se sont appropriés les thèses néo-gramsciennes. Celles-ci ont, en tout cas, été utilisées comme caution de gauche dans le virage à droite du Labour. Les concepts hégémoniques fournissaient à la stratégie de conquête du New Labour des arguments idéologiques mélangeant volontarisme politique et déterminisme économique. En faisant de l'opportunisme un pragmatisme, la stratégie hégémonique néo-travailliste justifiait l'acceptation de l'héritage néo-libéral pour réaliser, mieux que Thatcher, la promesse des temps nouveaux post-fordistes.

Les théories New Times s'accordaient à la volonté des modernisateurs de gommer l'affiliation du Parti travailliste avec la classe ouvrière et son engagement programmatique vers la propriété collective des principaux moyens de production comprise dans la fameuse clause IV. Les tendances anti-étatiques confirmaient tout leur potentiel «transformiste». La version thatchérienne de l'anti-étatisme était connue, la vision marxiste et libertaire d'effacement de l'Etat aussi. Les thèses New Times en développaient une nouvelle version post-fordiste de gauche en y intégrant la nécessité démocratique d'une décentralisation de l'Etat et l'exigence d'efficacité et de contrôle citoyen sur les services publics.

Dans la rhétorique du New Labour, la mise en concurrence de ces derniers avec les entreprises privées devait être le test infaillible, permettant aux consommateurs de juger sur pièce. En alliant contrôle managérial et partenariat d'efficacité avec les entreprises privées, le New Labour a pu enrober sa politique de privatisation dans une théorie progressiste et anti-bureaucratique de décentralisation du monolithe étatique, censée le rendre plus flexible et démocratique. L'idée était qu'une entreprise sous contrat est plus facilement contrôlable qu'un service étatique opaque. L'idéologie néo-travailliste trouvait là sa parfaite cohérence, un libéralisme à volet social qui répondait à la loi d'airain du développement technologique et ressoudait une nation éclatée par le thatchérisme, tout en poursuivant la même stratégie d'accumulation. En jouant sur les ambiguïtés de la gauche comme de la droite, le nouveau centre blairiste semblait armé théoriquement pour contrer toutes leurs attaques.

Certaines des thèses néo-gramsciennes, et certains animateurs de *Marxism Today* comme Geoff Mulgan et Charles Leadbeater, ont été recyclés dans le New Labour, à la fois parce qu'ils étaient utiles dans une démarche stratégique de pouvoir et parce qu'ils démontraient que les exigences du marché sont compatibles avec des aspirations de gauche. Mais cette congruence révèle aussi les contradictions internes de ces thèses et de leurs auteurs.

Celles-ci se sont exposées en partie dans l'attitude de Hall par rapport au nouveau pouvoir blairiste. Si Stuart Hall a livré un diagnostic éclairant et influent du thatchérisme, son analyse du blairisme, notamment parce qu'elle implique sa propre famille politique, a été plus empruntée. Ceci d'autant plus qu'il n'a lui-même pas su trouver ou reconnaître d'alternative politique crédible au social-libéralisme susceptible de porter ses propositions. Hall observait en 1997, dans le dernier numéro de *Marxism Today*, que le gouvernement Blair « n'allait nulle part »[fn] Stuart Hall, « The Great Moving Nowhere Show », *Marxism Today*, nov.-déc. 1998, p. 9-14.[/fn] pour regretter quelques mois plus tard qu'il « aille » trop dans le sens néo-libéral. Il a alors dénoncé avec violence « la stratégie du New Labour sur le long terme, son « projet » » : « la transformation de la social-démocratie en une variante particulière de néo-libéralisme libre-échangiste »[fn] Stuart Hall, « [New Labour has picked up where Thatcherism left off](#) », *Guardian*, 6 août 2003. [/fn].

En théorisant l'hybridité du New Labour, Hall se place pourtant implicitement dans l'espoir que les tendances social-démocrates du gouvernement puissent prendre le pas sur son caractère néo-libéral. La notion d'hybridité a permis de relativiser les mesures sociales ou progressistes du gouvernement à l'aune de leur contrepartie néo-libérale. Mais cette argumentation elle-même est hybride, car elle confère au gouvernement et au parti travaillistes la capacité intrinsèque de proposer un programme qui renverse la vapeur dans le sens de l'égalité.

Cette promesse théorique d'une politique gouvernementale plus égalitariste comparée à celle de Blair a été portée très tôt par le Chancelier de l'Échiquier Gordon Brown. Elle a suscité des espoirs à peine voilés dans la galaxie des *think tanks* fortement inspirés par les théories New Times comme Demos ou Compass, ainsi que chez de nombreux contributeurs à la revue *Soundings*. Dans l'esprit de la mouvance New Times, Brown est ainsi devenu l'incarnation d'une possible réorientation progressiste du New Labour, prouvant que les néo-gramsciens n'avaient jamais cessé de voir le Parti travailliste comme le cadre privilégié, voire exclusif, de leur réflexion politique.

Les oscillations de Hall et du courant New Times quant à la nature du Labour, entre dénonciation et soutien critique, reflètent l'ambiguïté de leur théorie hégémoniste, notamment dans le rapport entre transformation politique et mutation économique. Elles expriment aussi la difficulté de fonder une contre-hégémonie face au néo-libéralisme sans énoncer clairement le régime de propriété sur lequel elle entend se fonder. Pour Gramsci, l'hégémonie devait se conquérir par un processus d'alliances mais aussi de ruptures. C'est à ces dernières que les néo-gramsciens n'ont jamais voulu se résoudre. Hall s'avère alors être un *spin doctor* sans thérapeutique pour une gauche réformatrice « vieux style » au bord de l'extinction, là où nombre de *think tanks* proches de Blair ont su rentabiliser les théories New Times pour les transformer en politique gouvernementale. Il est donc inexact de dire que les théories néo-gramsciennes n'ont pas eu de traduction pratique et qu'elles ne peuvent en avoir. L'« idéologisme » de Hall, s'il existe, n'est pas à rechercher dans ses analyses des autres courants mais dans ses traductions internes.

Au-delà des déclarations de principe, la contre-hégémonie tant évoquée n'a pas trouvé de traduction concrète par manque de forces humaines pour l'incarner. Le fait que Hall n'ait pas voulu prendre le risque d'arracher ces forces militantes de la mainmise travailliste et n'ait pas cherché à tracer une direction politique concurrente du Parti travailliste en est une des explications. Le fait que les forces externes au Parti travailliste aient rejeté, si tôt et de manière aussi définitive, les hypothèses néo-gramsciennes en est une autre. Une chose est certaine: aucune des deux parties n'a pour l'instant résolu le dilemme. Le député John Cruddas, dernier champion en date des néo-gramsciens, a subi un échec aux élections pour

la vice-direction du parti. Quant à la gauche non-travailliste, ses résultats dans les dernières élections locales ainsi qu'à celles de la mairie de Londres ont été décevants.

Le problème que l'offensive néo-libérale pose à la gauche britannique depuis la fin des années 1970 reste donc irrésolu. Celle-ci n'a toujours pas trouvé son point d'équilibre entre explicitation et surdétermination. Sa place dans le monde tel qu'il est n'est toujours pas assurée et continue même de se réduire, comme le montrent les dissensions qui ont déchiré le Scottish Socialist Party en Ecosse et Respect en Angleterre. Ces derniers mois, il aura pourtant suffi de trois élections locales ratées, d'un Premier ministre un peu trop bougon et de mauvais chiffres dans le secteur immobilier[fn] On sait aujourd'hui que la crise immobilière n'était que la prémisse d'une crise financière mondiale. [/fn] pour que la panique envahisse les députés travaillistes et que l'hégémonie du New Labour semble prête à s'effondrer sur elle-même telle la tour de Pavie.

La réappropriation des thèses hégémoniques peut-elle aider à relancer la dynamique unitaire à gauche pour profiter des difficultés du New Labour et lui opposer un contre-projet ? En France, André Tosel a proposé dans le journal *L'Humanité* d'entreprendre un travail théorique s'inspirant des idées de Gramsci et visant à faire émerger une contre-hégémonie face au sarkozysme. Selon lui, cependant, «Les nécessaires transformations politiques qui sont décisives ne peuvent pas engendrer ce travail, elles en sont un élément et elles le présupposent.» Malgré les grands appels à l'innovation politique, André Tosel prend ici le risque de tomber dans le même «apolitisme» que Stuart Hall, pour finalement, à l'heure des choix, se ranger comme lui derrière le bon vieux parti politique institutionnel qu'ils soutiennent depuis toujours? Il faut, poursuit-il, entreprendre «un travail d'élaboration intellectuelle et culturelle à la fois spécialisé et populaire qui doit s'accomplir en synergie avec un mouvement social qu'il faut entendre, interpréter, sans le fétichiser ni le mépriser». Pour paraphraser une réaction à cet article postée par un internaute, les conclusions pratiques d'André Tosel se révèlent bien pauvres face à l'élaboration théorique qui les suscite.

C'est aussi le cas chez Hall. En dévaluant l'importance du facteur politique et organisationnel, les thèses hégémonistes néo-gramsciennes risquent de retomber dans leur travers habituel, celui de n'être qu'un laboratoire à idées pour les stratégies hégémoniques de forces politiques aux ambitions antinomiques de celles des néo-gramsciens. Un des mérites de Hall est d'avoir mis en lumière les tendances attentistes de la gauche et ses illusions progressistes en des consensus dont elle avait oublié qu'ils étaient basés en premier lieu sur les besoins de la reproduction du capital, le consensus keynésien à la Beveridge en Grande-Bretagne et, pourrait-on ajouter, le consensus gaulliste en France. Hall était placé au cœur de ce cruel dilemme: plus il avait raison théoriquement et plus il avait tort politiquement. Plus se confirmaient ses craintes d'un affermissement de l'hégémonie néo-libérale et plus ses espoirs d'en concevoir une contre-hégémonie s'amenuisaient.

L'une des vertus essentielles des théories de Hall, et qui les rendent d'autant plus embarrassantes aux yeux de certains de leurs animateurs, est de poser à la gauche antilibérale la question concrète du pouvoir. Quelle que soit la faiblesse des conclusions qu'il en a lui-même tirées, il a forcé son camp politique à regarder en face la fragilité de sa stratégie de transformation sociale. Car Hall n'a cessé d'affirmer que la «révolution» néo-libérale clôt réellement une phase, celle de la social-démocratie, en tant que traduction politique institutionnelle des revendications ouvrières dans le cadre de la régulation keynésienne. Pour autant, la mort du sujet historique social-démocrate ne signifie pas la mort de la social-démocratie en tant que formation politique. Celle-ci, même affaiblie, survit

La disparition de la forme historique d'articulation classe-pouvoir qu'incarnait la social-démocratie laisse la gauche non-libérale face à la responsabilité d'en inventer sa propre version. Elle révèle aussi la dépendance qu'elle a entretenue depuis l'entre-deux guerres par rapport à la social-démocratie et à l'Etat keynésien, ainsi que ses difficultés théoriques face au rapport entre objectivité et subjectivité dans son analyse de l'histoire. Il est certainement plus facile de tuer le messager Hall que d'accepter les implications de son message. A l'heure où l'hégémonie néo-travailleuse qui se croyait indestructible est fissurée par la crise économique, et où les éditorialistes ne donnent au premier ministre Brown que quelques mois de survie, la question posée par Hall ne manquera pas de resurgir. S'il existe un projet de société à gauche du social-libéralisme, il ne pourra ignorer les leçons de Stuart Hall.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.